

M I L S U N A 3

LA RUÉE DES OPÉRATEURS DE MARCHÉ VERS LES EXPLOITATIONS FAMILIALES

Pour vaincre l'insécurité alimentaire et la pauvreté, les exploitations familiales ont trouvé une aubaine. Souscrire des contractualisations nées des partenariats "Producteur-Privé". Résultat : 18 000 t de mil suna 3 de qualité produites dont 65% auto consommées par les ménages et 35% vendues à des opérateurs de marché... jusqu'à Nestlé-Nigéria ----- PAGE 5



PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX

La recherche et la transformation mènent le même combat 6

AGRICULTURE FAMILIALE

Le Fida finance 50 milliards de F cfa au Pafa et au Padaer 2

Trois Questions...

...au
Professeur Hans,
Prix Nobel alternatif 2013



"La situation du Sénégal est meilleure pour réaliser des politiques durables sérieuses. Parce que les autorités, ensemble avec la société civile, ont montré beaucoup d'intérêt au projet Biovision avec son modèle T21", déclare Professeur Hans Rudolf Herren ----- SUITE PAGE 4



African Agri Distribution (AAD)

Distributeur Exclusif des matériels agricoles de GRILLO au Sénégal, Mali et en Gambie

Km 40, Z.I de Sébikotane, RN°2 BP 30024 Dakar - Sodida (Sénégal)

Tel : (00221) 30 106 18 06 - 77 645 61 56 - 77 365 73 45 mail: africanagridistribution@gmail.com

Site web: www.africanagridistribution.com /Page facebook: AfricanAgriDistribution



AGRICULTURE FAMILIALE : Le Fida finance 50 milliards de F cfa au Pafa et au Padaer

(Jade/Syfia) - Le Fonds international de développement agricole (Fida) va financer dès le mois prochain 50 milliards de F cfa au Projet d'appui aux filières agricoles (Pafa) et au Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural (Padaer), a affirmé son représentant au Sénégal.

M. Kamy Loko a fait cette déclaration, mi-mars à Dakar, à la 15^{ème} édition de la Fiara, à l'occasion de la journée consacrée à l'agriculture. Une journée présidée par la conseillère du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rurale (Maer) madame Maimouna Lô Dieng. Elle avait à ses côtés le président du Cncr Samba Guèye, le directeur général de la Saed Samba Kanté et d'autres personnalités. Marquée par une forte présence des femmes, cette journée a été une occasion pour échanger sur le Programme d'accélération de la cadence de l'Agriculture sénégalaise (Pracas), le Pnia (Programme national d'infrastructure agricole), l'Alliance globale pour la résilience, les filières, notamment celle du coton, entre autre. "Le Fida salue le choix des autorités sénégalaises à faire de l'agriculture un levier économique. Le Plan Sénégal émergent (Pse) est un excellent choix. Le Fida appuie ce plan et son soutien se traduit à travers le Pracas. Nous croyons qu'il peut atteindre son objectif", a soutenu M. Loko. Toutefois, il soutient que le Fida n'exécute pas des programmes, mais appuie à travers des prêts au Sénégal pour leur exécution. En outre, il a magnifié le partenariat fécond entre sa structure et les exploitations familiales. M. Loko est cependant convaincu que si les agriculteurs ont accès au foncier, aux semences, au marché, ils pourront arriver à produire suffisamment pour eux et pour la population sénégalaise. "Nous considérons l'agriculture comme un business et l'expérience avec le Pafa qui travaille avec les femmes et les jeunes nous reconforte dans nos idées qui consiste à faire de l'agriculture une activité qui œuvre pour l'amélioration des conditions de vie des acteurs", a-t-il souligné. D'ailleurs, avec le Padaer, ce système va être élargi dans les régions de Tamba et à Kédougou, Kolda et Matam sur les filières riz, maïs, mil, culture maraîchère.

Pour la représentante du Maer, cet appui du Fida est une aubaine dans la politique agricole du Sénégal. "A travers nos programmes, le Fida contribue significativement à la lutte contre la pauvreté en milieu rurale et nous ne cesserons de vous remercier", a dit Mme Maimouna Lô Dieng.

NIAKHAR : VETO' PARTNER consulte gratuitement les ânes...

(Jade/Syfia) L'Ong Veto Partenaire de Golf Nord/Dakar, a organisé une consultation gratuite à Niakhar (5 km de Fatik), en faveur du bétail, dont des ânes, a constaté place l'agence de presse Jade/Syfia-Sénégal. Cette consultation gratuite du bétail a permis de diagnostiquer et de soigner 300 chevaux, 50 ânes, près de 800 petits ruminants, plusieurs dizaines de bovins ainsi que quelques poulets, indique le Dr vétérinaire Adama Faye qui s'adressait à Jade/Syfia-Sénégal. Selon le Dr Faye, son équipe et lui ont diagnostiqué des maladies dues aux carences nutritionnelles et aux infections, en plus des "dépistages obligatoires". "Mais on n'a pas fait de vaccination", s'empresse de préciser le vétérinaire qui a salué les réactions positives des éleveurs. Pour ceux qui ne sont pas venus répondre à cette consultation gratuite, le vétérinaire leur donne rendez-vous l'année prochaine encore à Niakhar, avec un engagement ferme de pérenniser l'activité et de l'élargir dans tout l'espace de l'arrondissement.

SUIVI-EVALUATION : Le Sénégal s'inspire du modèle béninois

(Jade/Syfia) - La Cellule des études et de la planification (CEP) du ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural (MAER) entre dans le cadre du "Suivi-Evaluation des performances que le Département fait pour atteindre les objectifs recherchés qui sont dans le Plan Sénégal Emergent (Pse) et dans le Programme de relance et d'accélération de la cadence de l'agriculture Sénégalaise (Pracas), a expliqué son coordonnateur.

Abdourahmane Faye s'exprimait, mi-mars à Dakar, à l'occasion d'une formation sur les politiques de Suivi-Evaluation en Agriculture. Organisée par la Cellule des études et de la planification du Maer. Cette rencontre a vu la participation des acteurs venues des régions du Sénégal et évoluant dans le secteur agricole ainsi qu'une délégation béninoise conduite par Abdoulaye Abass, responsable du suivi-évaluation sectorielle. "Le nouveau comportement au niveau de notre ministère est de suivre les progrès notés, afin de situer les contreperformances pouvant nous empêcher l'atteinte des objectifs", a précisé Abdourahmane Faye.

A cet effet, a souligné Lamine Lo, directeur de cabinet du Maer, l'année 2017 constituera un test majeur de ce nouvel engagement. C'est pourquoi, avance-t-il, "il leur faudra produire 1 080 000 t de riz blanc contre 300 000 en 2013, pour l'oignon arriver à 350 000 t contre 200 000. Pareille pour la pomme de terre, il faudra produire 40 000 t contre 15 000. A cela s'ajoute l'atteinte de 60 000 t de semences certifiées d'arachides contre 35 000 en 2013 en fin 150 000 tonnes de produits horticoles contre 67 000".

Quant à Abdoulaye Abass, responsable du suivi-évaluation sectorielle du Bénin, il a

confié que son pays a mis en place des stratégies et des outils qui leur permettent aujourd'hui d'avoir une visibilité plus large et de faire périodiquement des avancées dans le secteur de l'agriculture. "Quand on regarde ce qui est au Sénégal, nous pensons que rapidement il pourrait s'inspirer de notre expérience pour créer cette cellule. Chez nous, l'agriculture, l'élevage et la pêche sont regroupés dans un même ministère alors qu'au Sénégal, il y a trois ministères qui couvrent le secteur agricole", a-t-il expliqué. Par ailleurs, Abdoulaye Abass, a fait savoir qu'il va falloir prendre en compte des spécificités pour pouvoir suivre le secteur agricole en mettant en place un système permettant d'avoir une cohérence dans les interventions à savoir la coordination, la synergie dans les interventions pour que cela puisse impacter le développement.

«FEED THE FUTUR» : Le projet souffre du manque de magasins de stockage et d'absence de semences de pré-base

(Jade/Syfia) - Le projet "Feed the futur" a, depuis trois ans, injecté plus de six millions de dollars américain, soit environ trois milliards de F cfa d'investissement directs dans des organisations paysannes pour le développement des infrastructures semencières au Sénégal. C'est la révélation faite par Jean Michel Voisard.

Le directeur du Projet Croissance Economique de l'USAID (PCE/USAID), s'exprimait jeudi 13 mars 2014 à Dakar, à l'occasion du forum des acteurs sur les piliers de la sécurité alimentaire au Sénégal. Thème : "Système semencier, promotion des investissements privés et conquête des marchés céréaliers domestiques". "Actuellement 45 000 producteurs ont bénéficié de l'appui de ce programme au niveau de la contractualisation de l'amélioration de leur vente. Avec cet appui, le Sénégal va pouvoir produire au moins 12 000 t de semences de riz, de maïs et du mil. Ceci contribuera aux objectifs du Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS)", a indiqué le directeur de l'USAID/PCE. A cet effet, M. Voisard a fait savoir que le Pce n'a pas vraiment rencontré de difficultés de mise en œuvre sur le terrain. "On a une bonne réponse de la part des acteurs du secteur privé, même les petites exploitations agricoles. En leur faisant confiance dans la mise en œuvre, on a eu de très bons résultats", s'est réjoui Jean Michel. Et d'ajouter : "si on regarde dans le Sud du Sénégal, des groupements de petits multiplicateurs du riz Nérica ont participé à augmenter les semences de cette variété". D'après lui, les seuls défis à relever, c'est de faciliter la connexion entre les acteurs en amenant le secteur bancaire pour financer la production et à faire une bonne coordination avec le gouvernement à travers des approches publiques-privées. A en croire à Saliou Sarr représentant de l'Association sénégalaise pour le développement à la base (Asprodeb), leur organisation est en en train d'appuyer la mise en place de réseau de productions de semences d'arachides et de céréales. "Ce réseau est composé de 40 coopératives réparties dans dix régions du Sénégal. Il est entrain de produire 65% de la production d'arachide certifié et il pratique la quasi-totalité des semences de céréales", a-t-il souligné. Malgré tout, a soutenu M. Sarr, ces semenciers rencontrent des problèmes liés au manque de magasins de stockage, à l'insuffisance du financement et à l'absence de semence de pré-base.

CNCR

Samba Guèye annonce son départ pour fin 2014



(Jade/Syfia) - Samba Guèye le véridique et tonitruant dirigeant du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (Cncr) du Sénégal a annoncé son départ à la tête de la direction de ce vaste mouvement paysan pour fin 2014.

Le leader du Cncr a fait cette "déclaration fine" le 13 mars dernier à l'hôtel King Fadh (ex Méridien Président) à l'occasion de l'atelier sur le projet Biovision en collaboration avec le professeur Hans Rudolf Herren (Suisse), Prix Nobel alternatif des Objectifs du développement Durable (ODD).

Samba Guèye réagissait aux amicales tillations de Ndioba Diène (ex Secrétaire général du ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural) sur son calme olympien affiché ce jour. Ce qui est étonnant. "Depuis 1968 je suis dans le combat du mouvement paysan, principalement le Cncr qui a servi de laboratoire à d'autres Op de la sous région ouest africaine dans la défense de l'autonomie et de la revendication paysanne", soutient Samba. Puis il répond en lançant cette petite phrase : "Maintenant il est grand temps de s'arrêter et je vais le faire d'ici fin 2014"

AGRI INFOS

Hlm Grand-Yoff - Villa n° 1122

Bp : 17130 Dakar - Liberté - Tél/Fax : (221) 33 867 68 27

Email : madiensec@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Madieng SECK - TEL : 77 537 96 96

COMITÉ DE RÉDACTION : Madieng SECK - Ndèye SÈNE - Ababacar GUÈYE

ADMINISTRATION : Ababacar GUÈYE

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION ET INFOGRAPHIE : Cheikh TOURÉ (Tel : 77 605 30 72)

MARKETING COMMERCIAL : Mme NDIAYE (70 781 42 29)

IMPRESSION : AMD GRAPHIC

DISTRIBUTION : ADP

NINEA : 00284430 CO

FÊTE DU MIL

L'Asc «Jamm Bugum» gagne un prestigieux trophée

(Jade/Syfia) - L'Asc "Jamm Bugum" (je veux la paix en sérère : Ndlr) de Niakhar (150 km Est Dakar) dans le département de Fatick, a remporté, haut la main, la prestigieuse coupe du développement local en recevant mille et une félicitations des autorités locales (Préfet, Pcr, chefs de villages, partenaires au développement, techniciens d'encadrement rural et agroalimentaire, etc.) qui n'ont pas tari d'éloges sur le caractère spécifique de cette association sportive et culturelle (Asc).

C'était en fin mars à Niakhar à l'occasion de la 2^{ème} édition d'un Vsd sur l'Agriculture ayant pour thème "La Fête du mil".

"L'Asc Jamm Bugum n'est pas là pour le foot uniquement ou pour demander des soutiens. Mais très tôt elle s'est mobilisée pour le développement du village, parce que seul le Conseil rural ne peut faire avancer la localité", s'est exprimé le Pcr Abdou Loum devant des jeunes venus des villages voisins et quelques exposants tel l'Institut de technologie alimentaire (ITA), des formatrices dont la Fédération nationale des boulangers du Sénégal (FNBS) venue vulgariser le pain de mil.

Avant lui, Mame Birame Sène président de "Jamm Bugum" avait indiqué qu'un excédent de 35 tonnes de mil Sunna 3 avait été vendu cette année à Niakhar. Puis de souligner, parlant de la philosophie, de l'Asc Jamm Bugum, "une vision sans action est une utopie". Grâce à une subvention du PAFA (Projet d'appui aux filières agricoles), 100 jeunes (filles et garçons) de l'Asc Jamm Bugum issus de 100 ménages des villages de Niakhar, de Lagème et Ngoyère avaient conçu un projet de production et de commercialisation de mil. Objectif : améliorer durablement les revenus et les moyens d'existences de ses membres.

Selon les jeunes, le service local de l'Agence nationale de Conseil agricole et rural (ANCAR) est à l'origine de ces résultats probants. "Cette année, j'ai récolté quatre tonnes de mil Sunna 3 et j'ai vendu deux tonnes de mon excédent à près de 300 000 F cfa à notre opérateur de marché. Le reste de ma production (environ deux tonnes) va servir pour la consommation

familiale. De cette manière, on assure notre sécurité alimentaire avec la possibilité d'acheter d'autres produits que nous ne cultivons pas, ainsi que des petits ruminants pour pratiquer l'élevage", confie Coumba Ndoffène Sène appelé Ndoff, un jeune agriculteur familial dans l'association.

Sémou Diouf le coordonnateur du PAFA a salué les performances de ces jeunes classés dans les 10 meilleurs agriculteurs des quatre régions (Kaffrine, Kaolack, Fatick et Diourbel : Ndlr) couvertes par le projet. "Le PAFA, a-t-il annoncé, est prêt pour accompagner les jeunes des Asc qui s'activent dans l'Agriculture. Parce



que c'est cela qui peut garantir de bonnes productions et assurer la sécurité alimentaire". L'opérateur de marché Mamadou Ngom, a indiqué que des excédents de mil Sunna 3 ont été achetés l'année dernière auprès des jeunes de Niakhar, soit

exactement 500 tonnes, l'équivalent de 115 millions de F cfa. Un mil de qualité vendu à Nestlé-Nigéria.

Satisfait de l'initiative de Jamm Bugum, le sous-préfet a réitéré ses encouragements avant de souhaiter que mille autres Asc de ce type

poussent dans le pays.

Des prix ont été remis aux partenaires dont le 1^{er} est allé à Sémou Diouf du PAFA. Parmi les récipiendaires figurent aussi l'ITA, Alif Groupe, Vêto Partenaires. Des éleveurs ont aussi été récompensés.

IED/FORMATION : Une équipe de «veille agricole» mise sur pied

(Jade/Syfia) - Près d'une quinzaine de participants venus de 11 organisations ont mis sur pied, mi-mars à Dakar, un groupe de veille agricole et rurale. C'était à l'issue de l'atelier de formation sur la "veille informationnelle agricole et rurale organisé par l'Ong IEd Afrique (Innovation Environnement Développement).

Cette formation de trois jours (18 au 20 mars) entre de la cadre des activités du projet DAR-Inforoutes en collaboration avec Inter-réseaux et ses membres du Cameroun (SAILD) et du Burkina Faso (JADE). Elle a pour objectif de renforcer les compétences des participants dans l'utilisation des outils de veille sur internet, d'améliorer la pratique individuelle de la veille au sein des organisations et mettre en place un outil collaboratif de veille. "Nous sommes heureux de tenir cet atelier sur la veille qui est très importante pour toute structure. Elle sert à anticiper sur les choses et de ne pas être surpris. Et nous sommes heureux que le consultant Eric Bernard nous accompagne dans ce processus

d'apprentissage et d'échange mutuelle", a magnifié à l'ouverture le directeur de l'IED/Afrique Bara Guèye.

Ainsi ces participants issues de 11 structures différentes, venus de quatre pays (Burkina Faso, Cameroun et France) ont amélioré leur connaissance

sur les outils de veille sur internet, notamment Netvives, Scoopit, Yahoo's pipe, etc. Ils ont été imprégnés également sur comment rechercher les informations. "Nous avons dans un premier temps essayer de voir les aspects stratégiques de la veille qui consistent à voir comment les participants percevaient la veille. Ensuite, nous avons fait des présentations pratiques de certains outils et avons fait le montage de l'outil collaboration", a expliqué le formateur Eric Bernard.

Au terme de la formation, un

dispositif collaboratif de veille sur internet a été mis en place. Il repose sur une plateforme de veille à partir de Netvives dans laquelle toutes les organisations participantes ont accès pour un partage et une diffusion de l'information de manière collaborative. Du côté des participants, ils ont bien apprécié l'originalité de la veille mais aussi son utilité et son caractère très stratégique notamment, l'amélioration des pratiques en termes de gestion, de savoir-faire, de renforcement de lien au sein du réseau.

PARTENARIAT :

Bruxelles se félicite de la volonté de Dakar de valoriser l'agriculture

(Jade/Syfia) - Le commissaire européen à l'Agriculture et au Développement rural, s'est félicité, mercredi début avril à Bruxelles, devant le président Macky Sall "de la volonté du Sénégal de s'appuyer sur l'Agriculture, et en particulier sur l'agriculture familiale, pour développer" son économie, a-t-on appris auprès de l'UE.

Dacian Cioloș a rencontré le chef de l'Etat sénégalais, présent à Bruxelles, dans le cadre du Sommet entre l'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA), rapporte un communiqué de la commission Européenne.

"A cette occasion, souligne la même source, le commissaire Cioloș s'est félicité de la volonté du Sénégal de s'appuyer sur l'agriculture, et en particulier sur l'agriculture familiale, pour développer l'économie sénégalaise". "Ce secteur, qui représente 70% des emplois et seulement 7,1% du PIB sénégalais, est un réservoir considérable de croissance et de développement économique", ajoute le texte.

Devant Macky Sall, Dacian Cioloș "a renouvelé l'engagement de l'Union européenne à soutenir le Plan stratégique Sénégal Emergent (PSE) mis en place par les autorités sénégalaises". "Sur le plan budgétaire, signalons, ce soutien se traduira par la mobilisation de 347 millions d'euros, soit environ 230 milliards de F cfa pour le Sénégal à travers le 11^{ème} Fonds européen pour le développement (FED)". Le communiqué précise que plus de la moitié de ces fonds "devraient être orientés vers l'agriculture, principal secteur de concentration".

'Au-delà de l'appui budgétaire, le commissaire Cioloș "a souligné la disponibilité de l'Union européenne à partager son expertise dans le domaine agricole en vue de soutenir une agriculture familiale durable et d'en-



courager des investissements responsables". Il a poursuivi avec le président sénégalais "les échanges concernant l'Accord de partenariat économique (APE) avec l'Afrique de l'Ouest". Il s'est "félicité des avancées importantes dans cette négociation et a rappelé l'engagement qu'il a pris de mettre fin aux restitutions à l'exportation dans le cadre de cet Accord".

ANNONCES

ACP-UE : Offre de bourses de formation en microfinance Boulder

Depuis son lancement en 2010, ACP/EU MICROFINANCE a permis à 46 décideurs de politiques de microfinance venus des trois régions des pays Afrique Caraïbe et Pacifique (ACP) de participer à la formation en microfinance Boulder. Selon le communiqué reçu à Jade/Syfia, cette formation, se déroulera sur le campus du Centre international de formation de l'Organisation internationale du travail (CIF OIT) à Turin. Les bourses permettront de couvrir les frais de scolarité (d'une valeur de 4 500 USD) mais ne couvriront ni les frais de voyage ni les frais d'hébergement.

Les candidats éligibles sont des cadres supérieurs de pays ACP qui élaborent ou appliquent des politiques ayant un impact sur l'accès aux services financiers.

Le dépôt de candidature ne peut s'effectuer qu'en ligne boulder@euacpmicrofinance.org, avant le 28 avril 2014.

EFFICACITÉ DANS L'AGRICULTURE : Le Sénégal adopte le modèle T21 de Biovision

(Jade/Syfia)- Pour mieux mesurer l'efficacité de son agriculture et "Changer de Cap pour le bien être de tous", les autorités sénégalaises ont décidé d'adopter le modèle technologique de planification dénommé T21.



L'engagement a été pris lors d'un atelier tenu le 20 mars dernier à Dakar. C'était en présence de nombreux techniciens des ministères du Plan, de l'Agriculture et de l'Équipement rural (MAER), d'experts du projet Biovision et de sa Fondation ainsi que du Millenium Institute. Cette nouveauté technologique, expérimentée par les autorités sénégalaises vise à réorienter la politique agricole vers des méthodes durables qui garantissent la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté rurale et la préservation de l'environnement. (lire encadré).

Car, les méthodes agricoles intensives en connaissances et en main-d'œuvre (comme l'agroécologie et l'agriculture biologique qui reposent sur les intrants disponibles à la ferme) sont cruciales pour les petits exploitants. Surtout là où les intrants sont inaccessibles ou trop coûteux. Ces méthodes agro-écologiques visent non seulement à accroître durablement les rendements, mais entraînent un impact socio-économique : réduction des coûts des produits chimiques (par exemple grâce à une gestion intégrée des ravageurs), diversification économique (par exemple grâce à la culture intercalaire), meilleures auto-suffisance et sécurité alimentaire des ménages.

A l'instar de Mme Tina Ndoye, présidente des femmes rurales du Sénégal, les participants à cet atelier ont dit toute leur satisfaction d'accueillir cette initiative de Biovision qui va, selon eux, étudier le niveau d'efficacité des résultats accomplis dans l'agriculture sénégalaise.

Fallou Dièye, le représentant du Premier ministre, s'est félicité du thème de cet atelier qui, a-t-il dit, entre dans le cadre Plan Sénégal Emergent (PSE) qui est aujourd'hui l'axe central de la politique du gouvernement. "Je suis intéressé par le modèle T21 qui est un modèle innovant, notamment dans le contexte de l'appui aux exploitations familiales rurales...", s'est exprimé M. Dièye.

Pour Samba Guèye, président du Cncr (Conseil national de concertation et de coopération des ruraux), le modèle T21 s'imprègne des problèmes de l'agriculture durable avec, en ligne de mire, la question de la sécurité alimentaire. Selon le président du Cncr, le projet Biovision est en mesure de favoriser la concertation entre l'Etat et les acteurs des exploitations familiales durables. L'Etat, dit-il, doit s'orienter davantage vers une agriculture durable, écologique et compétitive. Mais cela suppose également un meilleur niveau de



(PSE)* Plan Sénégal Emergent
(Pracas)* Programme de relance et d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise).

PAR MADIENG SECK

connaissances et d'informations des paysans. Le leader paysan a aussi dénoncé le manque de communication des autorités sénégalaises. Son collègue Mamadou Diop, président de la Fédération nationale des agriculteurs bio (FENAB), a plaidé lui, pour l'implication réelle des petits paysans de son association.

Parlant du Sénégal, le Professeur Hans Rudolf Herren, Prix Nobel alternatif des Objectifs du développement Durable (ODD), s'est félicité de la série de plans (PSE et le PRACAS)* élaborés dans ce pays. Ces projets, a-t-il expliqué, ont des objectifs à long terme, c'est-à-dire, qu'est ce qui va se passer au Sénégal d'ici 25 ans. Et le Prix Nobel de relever que "l'agriculture du futur doit être discutée", ajoutant que "Biovision va former des jeunes et des femmes". Pour y arriver, dit-il, on doit avoir accès à des outils modernes de planification et savoir où est ce qu'ils peuvent servir, afin de "Changer de Cap pour le bien être de tous. Parce que, renchérit Abdourakhmane Faye le nouveau patron de la Cellule des études et de la planification au MAER, "le modèle n'est pas figé et chacun peut l'utiliser en fonction de ses préoccupations" Pour M. Faye, après la formation d'un groupe de jeunes sur ce modèle, d'autres suivront pour la démultiplication. "Le modèle pourrait même être enseigné à l'Université avec l'érection d'un Master", a-t-il annoncé.

Trois Questions...

au Professeur Hans, Prix Nobel alternatif 2013

SUITE DE LA PAGE 1



Jade/Syfia-Sénégal : Le Belge Olivier De Schutter, rapporteur spécial de l'ONU depuis six ans sur le droit à l'alimentation, a écrit début mars 2014 dans son rapport, que la lutte contre la faim en Afrique et dans le monde a été un échec. Etes-vous de cet avis ?

Professeur Hans R. H : "Je suis tout à fait d'avis avec le professeur Olivier De Schutter qui a bien vu et bien analysé le problème de la faim en Afrique et dans le monde. La lutte contre la faim et la malnutrition a été un échec, parce qu'on n'a pas pris toutes les mesures nécessaires pour solutionner les problèmes à la base. Maintenant, avec le modèle T21 on peut bien analyser les causes de la faim et de la malnutrition. Parce que, dans le T21, il y a plusieurs éléments qui entrent en jeu.

Quels sont ces éléments qui entrent en jeu ?

"Ces éléments qui entrent en jeu sont le Social, l'Environnement au sens large du terme et l'Economie. Si la solution s'adopte avec seulement un élément, prenons l'exemple de l'économie, cela ne marchera pas. C'est le cas de la Révolution Verte (lancée en 1966 en Inde : Ndlr) où il fallait prendre en considération tous les éléments qui entrent en compte et qui sont le foncier, l'émigration, les jeunes, les femmes, la pauvreté, les changements climatiques, la sécurité alimentaire, l'éducation, la santé, la dégradation de l'environnement, le dialogue social. Tout cela n'a pas été pris en compte pour réussir la Révolution Verte et réduire la pauvreté, la sécurité alimentaire, ainsi que le bien être. Mais nous, avec le modèle T21, on va tenter de faire mieux. Il faut savoir aussi que l'Agriculture est une activité qui se pratique avec des risques ; alors que le paysan ne cultive pas toujours en couvrant ces risques. C'est le cas de l'agriculture biologique et ou écologique qui nous intéresse ici avec le foncier qui est un élément essentiel qu'il faille sécuriser. L'agriculture écologique biologique est basée sur l'amélioration de la fertilité des sols avec des engrais organiques, l'augmentation de la faune et de la flore, donc de la biodiversité de plants avec un système de culture en rotation. L'agriculture biologique respecte l'environnement, mais aussi le paysan qui la pratique, ainsi que le consommateur"

Qu'est ce que le T21 peut apporter au Sénégal pour mesurer l'évaluation des politiques agricoles ?

"Le T21, comme tous les outils de mesure, doit être utilisé avec beaucoup d'objectivité. L'outil permet la comparaison avec différentes options pour l'Agriculture durable. Le T21 a comme avantage de réunir des spécialistes de différentes disciplines pour des concertations. Il permet, chaque année, l'évaluation des politiques agricoles sur le long terme ; de cinq ans à 20 ans et plus. Il demande des efforts continus avec des ressources durables. Le T21 permet aussi de comparer différentes feuilles de route pour faire un choix. Parmi les trois pays pilotes du projet il y a l'Ethiopie, le Kenya et le Sénégal ; mais ce dernier reste en tête. Sa situation est meilleure par rapport aux deux autres pour réaliser des politiques durables sérieuses. Parce qu'avec la société civile, les autorités étatiques ont montré beaucoup d'intérêt avec une volonté beaucoup plus importante et beaucoup plus critique. Au Kenya c'est plus complexe et la volonté du gouvernement n'est pas aussi forte. Donc, il y a beaucoup d'espoir au Sénégal. Car, avant ce modèle T21, les Etats africains dépensaient de fortes sommes d'argent dans des projets, sans grands résultats. Avec le T21, on va désormais dépenser moins d'argent. Ce qu'il faut retenir, c'est qu'il y a l'élément appropriation du projet qui permet de décider ce que l'on va faire ; au lieu de se faire dicter par d'autres. Aujourd'hui, le Sénégal commence à entrer dans une telle culture de comportement".

PROPOS RECUEILLIS PAR MADIENG SECK

Le modèle T21, un outil de planification

Le modèle T21 est un outil de planification d'aide à la décision. Il permet d'évaluer les projets mis en œuvre en matière d'agriculture durable et de sécurité alimentaire. L'outil est un modèle dynamique qui garde une interconnexion entre le Social, l'Economie et l'Environnement. Il va jusqu'à 2035. L'avantage du modèle T21, c'est qu'il permet la mise en cohérence du budget et de l'économétrie, avec une interaction entre les secteurs macro économique, agricole, pêche, industrie, santé, démographie, pauvreté, l'éducation et l'éthique, soit près de 60 modules enseignés. Autre avantage, il permet de mesurer le niveau d'efficacité de l'agriculture sénégalaise, faisant le rapport entre les objectifs visés et les ressources af-

fectées à ce secteur.

Selon le professeur Hans, le projet Biovision et son modèle T21 qu'il dirige a été consacré par les N. U et le Sénégal a signé un partenariat avec le projet pour travailler sur les questions de politiques durables. Biovision est appuyée par l'Agence suisse de coopération internationale pour le développement (DDC) et le Fonds international de développement agricole (Fida). Son siège est à Washington. Créée il y a 15 ans en Suisse, Biovision a sa Fondation à Zurich (Suisse). "Le T21 Sénégal s'applique à notre réalité. Il reste en cohérence avec les politiques agricoles durables et le Yoonu yokuté...", explique Mme Sow directrice de la Planification.

MIL SUNA 3

La ruée des opérateurs de marché vers les exploitations familiales

(Jade/Syfia)- Pour vaincre l'insécurité alimentaire et la pauvreté, les exploitations familiales ont trouvé une aubaine. Souscrire des contractualisations nées des partenariats "Producteur-Privé". Résultat : 18 000 t de mil suna 3 de qualité produites, dont 65% auto consommées par les ménages et 35% vendues à des opérateurs de marché... jusqu'à Nestlé-Nigéria.

PAR MADIENG SECK

En cette fin mars et pendant trois jours, la musique traditionnelle sérère a résonné toutes les nuits dans le village de Niakhar (150 km Est Dakar) où l'Asc "Jamm Bugum" (je veux la paix) a organisé "la Fête du mil".

La 2^{ème} édition de ce Vsd (28, 29 et 30 mars) a été marquée par des échanges, des expositions de produits de mil suna 3 transformés, dégustations et ripailles à base de cette céréale. Le long des ruelles de ce hameau qui se modernise, chants et danse rythmaient les va et vient des agriculteurs. Des séances nocturnes de lutte traditionnelle étaient programmées. Plusieurs participants étaient venus des contrées voisines. Dans le village, c'est comme si l'Asc "Jamm Bugum" avait remporté une prestigieuse coupe du mil suna 3 avec "100 ménages qui ont pu assurer leur sécurité alimentaire et un excédent de 35 tonnes vendus", selon le président de Jamm Bugum Mame Birame Sène.

Première céréale cultivée dans le Bassin arachidier, le mil a atteint une production globale de plus de 500 milles tonnes, dont 18 000 t pour le suna 3. Cette année, sur 12 000 ha d'emblavures, 65% de cette production de suna 3 est autoconsommée par les populations locales. Le reste, c'est-à-dire les excédents de récolte (35%), est vendu aux opérateurs de marché, selon Sékou Diouf coordonnateur du PAFA à Kaolack.

500 t de mil suna 3 vendues à Nestlé-Nigéria

"En 2013, j'avais semé 2 ha de

mil suna 3 introduit dans le village par le PAFA. En fertilisant le sol avec des engrais organiques après un premier labour et avant les premières pluies, j'ai respecté l'ensemble des bonnes pratiques agricoles (Bpa) prodiguées par l'encadrement technique. A la moisson, j'ai obtenu plus de trois tonnes avec un rendement de plus de 1,5 t/ha. J'ai vendu mon excédent de 1,6 t à l'opérateur de marché Mamadou Ngom, soit près de 300 000 F cfa. Cela m'a permis de vivre jusqu'à la saison prochaine et de faire des économies en élevant moutons et chèvres...," explique, sans s'embarasser de détails, Coumba Ndoffène Sène, un producteur de l'Asc à la tête d'une famille de 12 personnes dont la moitié sont ses enfants. Ndoff, comme l'appellent ses collègues, est considéré comme le "meilleur miliculteur" du village avec son record de rendement de plus 1,5t à l'hectare.

"En 2012, les jeunes du village avaient vendu à ce même opérateur 35 t de suna 3 à 225 F cfa le kilo, en plus du bonus sur la qualité à raison de 25 F cfa/kg. Les producteurs sont satisfaits du partenariat avec M. Ngom. Mais, tout cela, c'est grâce à l'Agence nationale de conseil agricole et rurale (ANCAR) et au Projet d'appui aux filières agricoles (PAFA)", renchérit Mame Birame Sène président de "Jamm Bugum". Selon l'opérateur Mamadou Ngom, 500 t de mil suna 3 produits par les jeunes ont été achetées à Niakhar et dans les villages environnants. Un mil suna 3 de très bonne qualité, vendu à Nestlé-Nigéria, l'équivalent de 115 millions de F cfa.

Un industriel fou de «MIL PROPRE»

Comme Mamadou, nombreux sont les opérateurs de marché (transformatrices, grossistes, industriels, bana-bana, etc.) qui ont pignon sur rue dans le Bassin arachidier. Qui pour acheter directement du mil ; qui pour nouer une contractualisation avec des producteurs. Objectif : obtenir un mil de qualité et d'hygiène garantie.

Parmi eux, Pierre Ndiaye, un industriel de l'agroalimentaire. Fou de mil, Pierre avait commencé les contractualisations avec des producteurs de Mbour en 2003. Mais, à l'époque, ce n'était pas toujours aussi simple. "On a compris qu'il était difficile d'assurer la qualité de la production et la pérennité des partenariats sans une solide contractualisation. Cependant, l'opportunité nous a été donnée en 2011/2012 par le Projet croissance économique de l'Usaid (Pce/Usaid)", soutient M. Ndiaye, innovateur dans la fabrication industrielle du thiacyr, (un mélange de couscous de mil avec du lait caillé : Ndlr). Dans sa gamme de produits laitiers, l'industriel vient d'introduire le ngallakh, une bouillie de mil refroidie, puis mélangée avec du jus de pain de singe. Un breuvage prisé des Sénégalais pour fêter Pâque.

Cette même année à Wack Ngouna, (département de Kaolack), M. Ndiaye a financé 22 millions de F cfa pour un contrat de 450 ha de culture de mil suna 3. "Le groupement paysan avait disposé, à temps réel, de tous les intrants, en plus de l'encadrement technique fourni par le PCE/Usaid", révèle l'industriel. Résultat : ce partenariat "producteur privé" a été reconduit pour la campagne 2012/2013 sur 540 ha avec un financement de 33 millions de F cfa. "Il y a eu, confie Pierre, un remboursement en nature de 200 t de suna 3 qualifié "MIL PROPRE" et livré à l'industriel".

Au Sénégal, le mil constitue la principale alimentation de base dans le Bassin arachidier, notamment en milieu rural. Selon l'ANCAR, les Sénégalais en consomment 200 kg/personne/an, avec une moyenne par habitant de 59 kg de mil. Transformé sous différentes formes (farine, semoule, granulées, etc.), il permet de préparer : couscous, niéling, beignets et autres bonnes bouillies. De quoi occuper une place importante dans les stratégies de sécurité alimentaire.



Vulgariser le "Pain Doolé"!

Pour vaincre la tyrannie du riz importé et la forte consommation de la farine de blé, la recherche agricole et agroalimentaire a pris le taureau par les cornes. Elle pousse au "Consommer local". C'est ainsi que depuis plus de 20 ans l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra) et l'Institut de technologie alimentaire (ITA) ont aidé à mettre sur le marché des céréales locales transformées. Directrice des relations extérieures de l'ITA, madame Doumouya Ndèye Séyé, évoque quelques résultats de recherche : procédés de transformation primaire de céréales (décorticage et mouture à sec), utilisation des farines locales (mil, maïs, niébé, etc.) dans la boulangerie et la pâtisserie. "Plus de 50 ans de recherche ont permis à l'ITA de développer des procédés et techniques de préservation et de transformation des produits locaux, mais également des équipements et des modes d'utilisation culinaire pour promouvoir leur utilisation", soutient cette experte et fervente militante du consommer local. Mme Doumouya, pourrait aussi relever l'exemple du "Pain Doolé" fabriqué avec du mil de qualité (20%) et mélangé à de la farine de blé (80%).

Ce projet de panification a été mis en place par l'Asprodeb (Association pour la promotion des

producteurs à la base), en collaboration avec la Fédération nationale des boulangers (Fnbs) et un pool de transformateurs locaux. Il a été financièrement soutenu par le Fonds national de recherche agricole et agroalimentaire (FNRAA). Le mil suna 3 (et/ou le maïs) est une aubaine dans ce processus. Il remplacera l'usage à grande échelle du blé dont les importations coûtent annuellement 40 milliards de F cfa aux pouvoirs publics.

Même si, les boulangers n'ont pas totalement réussi à vulgariser ce "Pain Doolé", il n'en demeure pas moins qu'ils doivent mettre la main à la pâte pour faire croquer quotidiennement trois millions de miches aux 13 millions de Goorgoorlu. "Le Sénégal ne peut pas émerger tant qu'il n'aura pas produit, de façon massive, des céréales transformées, en fonction des attentes des consommateurs", tempête Pierre Ndiaye dans son spacieux bureau de Sicap Mbao.

Mais il n'y a pas que le pain de mil pour pousser au "Consommer local". Dans les foires, les nombreuses femmes transformatrices de mil, toujours présentes, débordent de dynamisme. Mais leurs produits en sachets (couscous, farine, etc.) leur restent souvent sous les bras. Franchir l'obstacle de l'emballage et du marketing demeure pour elles une gageure.

Le mil suna 3 sauve les exploitations familiales

Homologuées par l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra) en aout 2011 la nouvelle variété de mil suna 3 s'inscrit en droite ligne de la politique de promotion de la sécurité alimentaire instaurée par le Sénégal. Le mil "suna 3", seule variété homologuée à ce jour et acceptée par les producteurs, avec un rendement moyen de 1,5 t/ha est recommandé uniquement pour le centre-nord du Sénégal. Depuis son introduction en 2011 dans le Bassin arachidier par le PAFA qui couvre quatre régions (Fatick, Diourbel, Kaffrine et Kaolack) de belles récoltes inédites sont souvent constatées dans les champs des paysans. On est loin de la faim chronique de 2012 (lire Agri Infos N° 52 Mai 2012) quand les femmes de Ndieufeuri proche de Ndrané Escalé (Dépt Niore) servaient du son de mil à leurs progénitures.



Ce reportage a été réalisé avec le soutien du CECI/UNITERRA et du CNCR dans le cadre de l'Année internationale de l'Agriculture familiale (AIAF)

SIAGRO 2014 - PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX

La recherche et la transformation mènent le même combat

(Jade/Syfia) - L'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra) n'a rien laissé au hasard pour faire de l'Agriculture sénégalaise un fer de lance. L'Institut a homologué plusieurs variétés de céréales, de légumineuses et intervient aussi sur la pêche et l'agroforesterie, a affirmé le Dr Elhadji Traoré.

■ PAR ABABACAR GUEYE

Le directeur Scientifique faisait, fin mars (jeudi 20), au Cices à Dakar, lors du Salon international des industries et techniques agro-alimentaires (Siagro), la présentation de l'Isra.

"Des résultats probants ont été obtenus dans nos recherches sur les semences, la gestion des terres, l'élevage, la pêche, la mécanisation et la production forestière. Plusieurs variétés adaptées aux écosystèmes ont été créées", a réaffirmé Dr Traoré. Pour le riz, des variétés adaptées avec un rendement moyen 5,5 t/ha avec des pics de 9 à 10 t/ha ont été mises au point. D'ailleurs 22 variétés dont 5 NERICA pour le pluvial et quatre variétés parfumées ont été homologuées. Ensuite, quatre variétés de mil, trois de sorgho et huit de maïs ont été toutes homologuées, sans compter les recherches faites sur le blé, la banane, la patate douce et le manioc.

Selon Dr Traoré, l'institut accompagne aussi les producteurs dans la vulgarisation et la mécanisation. Une motofaucheuse ASI (Ndlr : Adrao-Saed-Isra) a été mise au point. L'Isra a aussi développé plus de 20 technologies de Gestion durables des terres (Gdt) pour lutter contre l'érosion éolienne, hydrique et physico-chimiques de sols. Côté élevage, l'Institut s'est doté d'une connaissance avérée en intrants, formulation alimentaires, maîtrise de la reproduction et techniques d'amélioration génétique. "L'Isra est parvenu à l'éradication de la peste bovine, à la fabrication de Kit de diagnostic, à la fabrication de 28 types de vaccins vétérinaires sans compter la surveillance épidémiologique des maladies animales, la gestion du laboratoire de référence FAO/OIE", a rappelé Dr Traoré qui n'a pas oublié de souligner le rôle non négligeable que son institut joue dans la production halieutique.

Ce vaste champ d'intervention lui a valu à d'avoir des centres, labos, unités de productions de vaccins, etc. à travers le pays pour l'exécution de programmes de recherche.

Malgré ses acquis, certains participants sont revenus sur la mise à jour des fiches techniques des variétés de semences, notamment l'arachide. Ils ont aussi demandé à valoriser les produits locaux et sensibiliser la population à

les consommer. Mais pour que ces produits soient plus attrayants, ils ont insisté sur l'emballage, la qualité des produits et la formation.

D'ailleurs dans sa présentation sur la valorisation des produits locaux au Sénégal, madame Ndèye Sèye Doumouya de l'Institut de technologie alimentaire (Ita) a rassuré l'assistance. En effet, la directrice des relations extérieures de cet institut soutient que "50 ans de recherche ont permis à l'Ita de développer des procédés et techniques de préservation, de transformation et d'utilisation culinaire des produits locaux". Des procédés de transformation du niébé (farine fermentée, farine et semoule grillées, patate douce et manioc), des céréales locales (mil et maïs) dans la fabrication des produits de boulangerie ont été réalisés. L'Ita a également mis au point diverses boissons, jus, nectars, sirops, fruits séchés. D'autres procédés notamment le système de traitement l'huile artisanale qui réduit à plus de 90% l'aflatoxine, le développement de la charcuterie, la valorisation du lait local, la transformation du poisson et des produits halieutiques ont été réalisés. Et pour vulgariser certains de ses résultats, l'Institut a édité des livrets sur la transformation des fruits, de recettes sur



la patate douce, le manioc, le riz et légumineuses. "Ces livrets ont été réalisés grâce à l'appui financier du Fonds national de recherches agricoles et agroalimentaires (Fnraa) et du Waapp", a souligné la directrice des relations extérieures. Dans la même lancée, indique-t-elle, l'institut a formé plus

de 1000 personnes en 2009, 609 en 2010 et 463 en 2012. Plus de 90 % des bénéficiaires sont des femmes.

Autant de réalisations qui permettent à Mme Doumouya de dire que sa structure est en phase de transfert de résultats, car l'Ita produit des poudres de bissap et

de gingembre pour des structures établis au Sénégal et à l'étranger. Toutefois, elle reconnaît qu'il reste du chemin à faire, notamment la consommation des produits locaux, parce que les populations sont souvent orientées pour des raisons financières.

CEREALES LOCALES

Il y'a 10 ans

SIAGRO 2004 : Le «Micro super marché 100% Afrique» fait un tabac

(Jade/Syfia) – au Salon international des industries et techniques agro-alimentaire (Siagro) de Dakar, le stand dit "Micro super marché 100% Afrique" a refusé du monde. Bissap, maïs, miel, lait, fonio, karité et noix de cajou ont fait un tabac.

Au cœur des stands du Siagro, le "Micro super marché 100% Afrique" n'a pas désempli une seule fois durant les quatre jours du Siagro qui s'est tenu à Dakar du 6 au 9 avril 2004 au Centre international de commerce extérieur du Sénégal (Cices).

Dans les rayons, toute une gamme de produits agricoles africains magnifiquement présentés dans des emballages qui n'ont rien à envier à ceux venus d'Europe. Pareil pour les boissons (sirops et concentré de bissap, gingembre, tamarin, etc.) dont les bouteilles rappellent les fines présentations du vin français. Sénégalais, Burkinabés, Maliens, Béninois et autres transformateurs africains ont fabriqué ces produits.

Sur les étagères, poissons et fruits de mer issus de la biodissécatation, farines et semoule de céréales (fonio, farine de mil et maïs), légumes bio, produits laitiers, huile de sésame et de palme étaient constamment soupesés par les acheteurs qui parfois n'en croient pas à leurs yeux. Avant de goûter les saveurs naturelles bien africaines, les logos et l'étiquette renseignent le consommateur sur la composition, le dosage et la date de péremption. Suffisant pour pousser sa main dans sa poche afin qu'il se procure le produit de son choix. "Ceux qui sont exposés ici ont été sélectionnés après le Siagro de 2002. Notre critère de sélection repose sur la qualité, le suivi et la certification du produit", renseigne madame Aïssatou Diagne Dème, initiatrice de ce "Micro super marché 100% Afrique". Directrice de la Pme Free Work Services, communément appelée "la maison du Consommer Sénégalais", madame Dème est pionnière dans la transformation et la ven-

te de céréales locales. "Ce micro super marché a grandi passant de 50 mètres carrés en 2002 à 100 mètres carrés cette année alors qu'on a refusé des demandes faute de place", dit-elle. Venu au Siagro avec sa famille, Idrissa Diallo, fonctionnaire profite de l'opportunité que lui offre ce micro supermarché. "Nous souhaiterions avoir des endroits comme celui-ci pour acheter directement des produits", confie-t-il. Madame Jacqueline Sultan, exposante de la guinée Conakry, estime, quant à elle, "qu'il faut cultiver chez les enfants l'habitude de consommer africain".

Pour madame Dème, l'objectif de ce micromarché 100% Afrique c'est de permettre aux transformateurs de faire connaître au niveau national et international leurs produits afin de mieux les écouler. Mais, concrétiser un tel programme, nécessite l'implication de tous les acteurs de la filière avec l'appui bien sûr de l'État.

RWANDA : La seconde vie des sachets en plastique

■ PAR SOSTHENE MUSONERA

(Syfia Grands Lacs) Recycler les emballages en plastique jusqu'à alors jetés dans les rues pour fabriquer des produits revendus localement, c'est ce que font de petites usines au Rwanda. Des opérations qui limitent la pollution et donnent du travail à de nombreux ramasseurs, laveurs de sachets, ouvriers...

Dans la cour de l'usine *Ecoplastic* installée à Mageragere à Kigali, des sachets sont accrochés sur des cordes comme des vêtements mis à sécher après avoir été lavés, par un groupe d'hommes et de femmes: «*Ils sont ramassés ici et là. Les gens les apportent, nous les achetons et procédons ensuite à leur transformation en d'autres produits*», explique Wenceslas Habamungu d'*Ecoplastic*.

Depuis 2011, au Rwanda, de petites usines locales collectent et recyclent ainsi les objets en plastique. Selon Rose Mukankoko,

directrice générale de l'Office rwandais de la protection de l'environnement (REMA), «*c'est pour continuer à éviter l'usage et la dispersion des déchets en plastique dans la nature afin de mieux protéger notre environnement*». Déjà, en 2008, la loi rwandaise avait interdit l'importation, l'utilisation et la vente de sacs en polyéthylène considérés comme polluants. Les seuls sacs autorisés sont ceux en plastique réutilisable. «*Mesdames et messieurs nous vous annonçons que les plastiques non biodégradables ne sont plus autorisés au Rwanda c'est pourquoi ils seront confisqués à l'aéroport*», rappelle les hôtesse de l'air aux passagers avant d'atterrir à l'aéroport international de Kigali.

Partout, on pourchasse les sachets : non seulement à l'aéroport et à la douane, mais aussi en débarquant à l'improviste dans les magasins et boutiques des campagnes retirées où certains, se croyant loin de l'œil autoritaire, vendent clandestinement des sachets. «*L'ordre doit être appliqué sur tout le territoire national et pas seulement en ville*», a expliqué un officiel de la police lors d'une opération de chasse aux sacs en plastique l'année passée. «*Comme on saisit ailleurs la drogue, ici on saisit les sachets*», souligne un douanier de la frontière Gatuna entre le Rwanda et l'Ouganda.

UVIRA : Faute de concertation, chacun lutte seul contre l'érosion

(Syfia Grands Lacs/RD Congo) - Face aux effets dévastateurs des érosions, les habitants d'Uvira, au Sud-Kivu, font tout pour se protéger quitte à empiéter sur les voies publiques. Faute d'actions concertées des pouvoirs publics, ils n'ont souvent guère d'autres choix.

■ PAR PIERRE KILELE MUZALIWA

Des haies de bambous tissés, des sacs de sable et des murs de soutènement alignés pour contenir les eaux de pluie, c'est l'image aujourd'hui de plusieurs avenues d'Uvira au Sud Kivu. Du coup, dans la plupart d'entre elles, comme Alpha dans le quartier Songo, touchée par des érosions dévastatrices, les véhicules ne peuvent plus circuler d'un bout à l'autre de la rue. Certaines voies sont même rendues inaccessibles. «*Soucieux de protéger sa concession et en l'absence d'une implication du pouvoir public, chaque habitant place, sans trouble, des objets qui peuvent protéger ses maisons des effets ravageurs de la pluie. Peu importe les conséquences que cela aura sur des concessions voisines ou sur la voie publique*», note le chef de l'avenue Mapendano.

Mais les habitants ont de bonnes raisons de se protéger car les érosions entraînent souvent des conséquences catastrophiques dans cette ville peuplée d'environ 150 000 habitants. Plus de dix maisons ont été emportées durant le seul mois de janvier. S'y ajoutent des inondations au quartier Kasenga, des éboulements dans les quartiers Songo et Mulongwe.

La situation géographique de cette ville explique, en grande partie, ces problèmes. Elle est installée sur un étroit replat au bord du lac Tanganyika débouchant au nord sur la plaine de la Ruzizi et le Burundi, et surplombé à l'ouest par les escarpements de la chaîne des Mitumba aux pentes très raides. L'accroissement démographique de la ville a contraint les habitants à s'y installer accentuant fortement les dégâts naturels. Les trois grandes rivières de la ville dévalent les pentes déboisées plus rapidement, débordent

et creusent des ravins ; sables et limons ensevelissent routes et habitations.

Empiètements et obstructions

Mais comme André Byadunia, président du Conseil territorial de la jeunesse, les acteurs de la société civile déplorent le défaut de coordination des actions privées de lutte contre l'érosion. Un seul signal fort, mais sans retombées sur les effets des éboulements et des inondations, le commandant de la police nationale congolaise en charge de l'assainissement et de l'environnement a, de 2013 à février 2014, déféré au parquet de grande instance d'Uvira plus de 50 contrevenants. Ce qui ne dissuade toujours pas les gens de continuer. Selon le chef adjoint de la cité, six des 14 quartiers de la ville sont très gravement touchés.

«*Il nous faut effectivement encadrer ces actions, construire des caniveaux pour mieux contenir les eaux de pluies*», souhaite l'administrateur d'Uvira. Des vœux qui peinent à être exaucés. «*Nos moyens ne nous permettent que de déboucher des caniveaux déjà existants. Mais ceux-ci sont inexistant dans d'autres quartiers et avenues*», reconnaît le chef adjoint de la cité t-il. La balle est donc désormais dans le camp du gouvernement central. Reconnue comme ville depuis 18 mois, Uvira ne s'est pas encore vue transférer les prérogatives de son nouveau statut, non plus que le budget

Benjamin Kakozi Itongwa, président de la commission de tracé et réouverture des avenues au service de cadastre propose de relancer le processus de démolition de certains bâtiments, décidé en 2012. «*Cela est un préalable. On ne peut construire quoi que ce soit pendant que maisons bouchent les voies publiques*», insiste-t-il. Malheureusement, la commission s'est limitée à quelques avenues, les opérateurs économiques riverains du lac y ayant vu un danger pour leurs activités : bars, hôtels, restaurants, plages... Mais de nombreux habitants en ont après les autorités qui appuient leur décision de démolition sur une garantie de reconstruction prochaine. Mais très souvent, cela n'est pas le cas. Alors chacun fait ce qu'il peut pour se protéger des eaux qui dévalent toujours plus violemment les pentes.

Nettoyage et recyclage

Reste des emballages incontournables tels les bouteilles d'eau ou certains conditionnements médicaux... : «*Nous avons signé des partenariats avec certains hôpitaux pour récupérer les bouteilles de sérum physiologique, les emballages des moustiquaires, de médicaments... que nous transformons ici et vendons aux bénéficiaires locaux*», explique Gilbert Ndagijimana, le directeur de *Soimex Plastic*, une usine installée à Remera, toujours à Kigali. D'autres produits en plastique viennent des agents de sécurité qui les confisquent ici et là. Des jeunes trient aussi les sacs et autres déchets dans la poubelle publique de Nduba à la périphérie de Kigali et les vendent à ces usines. Tous ces emballages permettent de fabriquer des sacs-poubelle, des tentes, des bâches, des sacs à autoclave pour la culture des champignons, des emballages pour le pain... Les clients qui viennent les acheter sont nombreux. Leur prix n'est pourtant pas plus intéressant que celui des produits importés, mais, comme l'affirment certains clients, «*valoriser le travail des usines locales fait aussi leur fierté*». Cependant certaines usines indiennes fabriquent des sachets à l'apparence de papier, peu cher, qui concurrencent ceux vendus par des usines locales, comme l'a démontré à un journaliste d'*Éléments terre* de REMA, Samson Twiringire.

La transformation de ces déchets incite aussi les habitants à trier les déchets entre ceux qui pourrissent et ceux qui ne pourrissent pas pour faciliter le travail des ramasseurs et éviter de polluer leur environnement. Une politique qui connaît un succès certain. «*Aujourd'hui, jeter les sachets et les déchets en plastique dans la nature, c'est une honte pour chaque foyer, se félicite fièrement Nyiramutijima Epiphany, habitant Nyarugunga dans la capitale. Il faut les mettre dans les sacs pour qu'ils soient évacués par les agents des sociétés de nettoyage*».

DÉCÈS DE MOUSSA PAYE, un mohican de la presse sénégalaise

Ben Barka a perdu Ben Bella

J'ai connu Moussa Paye en mai 68 au quartier Seydi Djamil à Fass. Depuis cette date, Moussa a été de tous les combats révolutionnaires pour lutter contre les nombreuses injustices et les oppressions, la non démocratie et l'indignité de ses concitoyens. A l'époque, le bouillonnement militant de la Gauche intellectuelle dakaroise faisait rage : grève, activisme politique clandestin, mouvements de contestation contre le régime en place, etc. Ces combats révolutionnaires pour la dignité et le bien-être des Sénégalais avaient beaucoup marqué Moussa Paye et ses camarades. Depuis, il n'avait cessé de cultiver l'idéal des grands hommes de refus du continent tels : Kwamé Nkrumah, Gamal A Nasser, Hamed Ben Bella, Mamadou Dia, Cheikh A Diop, Lumbuba, Cabral et j'en passe...

Devenu journaliste en 1978 (6^{ème} promotion Cesti), Moussa était déjà imbu des idées politiques de ces hommes là et de leur praxis révolutionnaire. Tout ce qui faisait sa solide culture générale en la matière (lire son posthume-édito paru dans *Sud Quotidien* du 25 mars 2014) que tout bon journaliste doit porter comme "un gris-gris". Tout ce qui faisait aussi le respect et l'estime que lui vouaient ses confrères, toutes générations confondues. Enfin, tout ce qui faisait la force de ses profondes analyses politiques.

En 84, de retour de l'Institut français de presse de l'Université de Paris 2, belle retrouvaille avec ce Grand journaliste. Dans les couloirs de l'APS où j'étais reporter, je lui collais le sobriquet moqueur de Ben Bella. Il rétorquait avec un rire complice "et toi Ben Barka où étais tu ?" Depuis, nos amicales et fraternelles salutations se déclinaient toujours de la sorte. Ce qui, à chaque fois, entraînait chez lui un large sourire accompagné de son index pointé vers "Ben Barka". Comme pour me dire à la manière d'un véritable dialecticien : "les gens ont viré à droite ici, mais nous, nous restons intellectuels de Gauche. Intellectuel de gauche au sens noble du terme Moussa Paye l'a toujours été. Il laisse aujourd'hui un grand vide dans le landerneau du journalisme politique et non du journalisme politicien. Un mohican est tombé. La presse sénégalaise est orpheline. Et Ben Barka a perdu Ben Bella qu'il ne va plus titiller. Adieu Moussa et repose en paix à Yoff Layène au paradis éternel

**Madieng Seck, journaliste agricole
Directeur de l'agence Jade/Syfia-Sénégal
et du mensuel Agri Infos.**

ABONNEMENT

Nom et Prénom

Structure

Adresse

Tél : Fax : Mail :

Nombre d'exemplaires :

Abonnement de soutien : (30 000 F cfa ; 50 000 F cfa ou plus)

Pays	Tarifs
* Sénégal 1 an	- 10 000 F cfa pour 01 exemplaire - 20 000 F cfa pour 02 exemplaires
* Zone Uemoa 1 an	- 15 000 F cfa pour 01 exemplaire
* Europe 1 an	- 25 000 F cfa soit 40 €

Paiement par chèque à l'ordre de Jade/Syfia-Sénégal

SIAGRO 2014

ELEVAGE : l'Etat du Sénégal protège le secteur avicole

■ PAR NDEYE SENE

(Jade/Syfia) - Le gouvernement du Sénégal avait interdit en 2005 l'introduction de produits avicoles mais également de matériels avicoles usagés. C'était pour se protéger contre la grippe aviaire. Cette mesure a permis aux acteurs sénégalais de s'équiper et rendre leurs activités plus compétitives à coût de dizaine de milliards de F cfa. Ce qui fait l'importation en viande ne dépassait pas 10 000 t par an, a rappelé Aminata Mbengue Ndiaye.

Le ministre de l'Elevage et des ressources animales intervenait en marge de la première édition de la journée de l'Ipas (Interprofession aviculture du Sénégal). C'était lors du Siagro, tenu mi-mars au Cices à Dakar. Madame le ministre était accompagnée de son collègue du Commerce de l'Entreprenariat et du secteur informel, Alioune Sarr, du représentant de la Banque mondiale, de l'Agence française de développement et du président de l'Ipas Babacar Ngom.

Aminata a précisé le secteur avicole a toujours été protégé. En effet, la loi d'orientation agro sylvo-pasto-

ral, en plus de l'élaboration d'un plan national de développement de l'élevage mais également d'un code pastoral avait préconisé au niveau de chaque département la création d'interprofession pour mieux organiser les acteurs des différentes filières. "Ils sont entrain de s'organiser et d'avoir des programmes de très grande qualité qui vont développer la production au niveau de l'aviculture et rendre celle-ci plus compétitive au niveau national et international", a souligné le ministre.

Pour le président de l'Ipas Babacar Ngom, la consommation de la viande au Sénégal est faible. Elle est de l'ordre de 3,17 kg contre 17 kg au Maroc, 24 kg en Europe et en Amérique 50 kg. "L'objectif de l'Ipas est de doubler l'investissement pour accroître la consommation", a lancé M. Ngom, par ailleurs Pdg du groupe Sedima.

Il a en outre souligné que le Sénégal importe aux moins 200 millions de tonnes de maïs par an destinées à l'Agriculture. "Si demain nous arrivons à produire du maïs local comme le riz, nous ferons un grand pas vers l'autosuffisance en



matière première", a soutenu Babacar Ngom. Pour ce faire, il a insisté sur la formation des jeunes, une des priorités de l'Ipas. "Nous travaillons

avec l'accord du ministère de l'Elevage, de la Bm et de l'Afd sur un projet de financement de 50 millions de dollars. Si ce financement est accordé,

nous allons construire un centre d'excellence de spécialisation en aviculture où la sous-région pourrait venir se former", a projeté le patron de l'Ipas.

ELEVAGE-PROTECTION

Le ministère de l'Elevage compte passer une commande internationale de vaccins cette année

(APS) - La ministre sénégalaise de l'Elevage, Aminata Mbengue Ndiaye, a annoncé lundi 24 mars que son département comptait recourir à une commande internationale de vaccins pour disposer à temps du stock nécessaire, afin de mener à bien sa campagne de vaccination.

"Pour cette année, nous allons recourir à une commande internationale de vaccins pour pouvoir en disposer (de vaccins) à temps et permettre la réalisation de notre plan de vaccination", a-t-elle annoncé, au terme d'une rencontre de partage au Conseil régional de Tambacounda (470km Est-Dakar).

L'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra), qui produisait d'habitude le vaccin, avait quelques difficultés d'ordre technique et technologique qui "ne lui permettaient plus de produire à temps le vaccin", a relevé Mme Ndiaye. Selon elle, le chef de l'Etat avait fait un plaidoyer auprès de la Banque mondiale, si bien que "l'ISRA va être renforcé" en équipements. Cet institut a la "capacité de produire pour tous les pays qui nous entourent", a-t-il relevé.

Faisant le constat selon lequel bilan de la campagne de vaccination dressé chaque année montre le "même refrain". Le ministère injecte des ressources dans la vaccination, sans avoir "jamais pu atteindre les objectifs assignés", a relevé la nécessité de se parler "pour voir ce

qui fait que la vaccination ne marche pas". Elle a cité un technicien du secteur, selon qui, depuis 20 ans qu'il participe à des campagnes, les résultats n'ont jamais dépassés ceux obtenus actuellement.

Les petits ruminants étaient l'année dernière, par exemple, à 17%, contre à peu près 15% 2012. Pour ce qui est de la maladie de Newcastle, le taux de vaccination était en 2012 de l'ordre de 1,75%, et aujourd'hui de 5%.

L'objectif final était de 80%, conformément à la norme fixée par l'Organisation mondiale de la santé animale pour arriver à une protection adéquate du cheptel.

En vue de remédier à ce faible niveau de vaccination qui se répercute sur la santé animale et le développement de l'élevage, la disponibilité du vaccin "à temps" est un préalable, a noté Aminata Mbengue Ndiaye.

"Rien qu'en renforçant la santé animale, pendant cinq ans, il est possible de ne plus avoir à importer des moutons de Tabaski", a-t-elle noté, par ailleurs.

Dans cette optique, elle a annoncé que cette année, sur instruction du chef de l'Etat, son département recourra à une "commande internationale de vaccins pour pouvoir en disposer à temps" et mettre en œuvre son plan de vaccination. Le ministère table aussi sur l'élaboration d'un calendrier de vaccination tenant compte de périodes la

plus propices pour cette opération dans chaque région, afin d'atteindre un important taux de vaccination.

Cela, en résoudre un ensemble de difficultés inhérentes à la vaccination groupée qui pose des problèmes de production et de gestion des vaccins.

Les services du ministère de l'Elevage ont pu identifier dans chaque région ou zone, un planning de vaccination. "Cette fois-ci, on va essayer de faire une planification,

une programmation, au niveau de chaque région", a dit Mme Ndiaye d'après qui cela permettra une meilleure disponibilité du vaccin dans toutes les régions.

A Tambacounda, il a été retenu, sur proposition des éleveurs de programmer la campagne de vaccination "entre le mois d'octobre et novembre, parce que c'est la période la plus fraîche" dans la région, a-t-elle dit.

De la même façon, toutes les autres régions ont eu à planifier leur

campagne, ce qui améliorera la planification globale. "Chaque fois, tout le monde commençait au même moment, on était obligés de donner (les vaccins) au compte-goutte dans les régions", s'est remémoré la ministre. Cette démarche, a-t-elle ajouté, "ne résolvait pas (le) problème, (puisque) des régions gardaient le vaccin pendant presque un an, alors que d'autres avaient fini au bout de deux mois"

CAMPAGNE AGRICOLE 2014/2015

Le gouvernement baisse les prix des semences et engrais

Le gouvernement du Sénégal a décidé de baisser les prix des semences et des engrais. C'est ce qui est ressort de la réunion hebdomadaire du Conseil des ministres, tenu jeudi 10 avril 2014 au palais de la République, sous la présidence du chef de l'Etat, son Excellence, Monsieur Macky Sall.

Au cours de cette réunion, d'importantes décisions avaient été prises. Au plan agricole, le ministre de l'Agriculture a accès sa communication sur la préparation de la campagne agricole 2014/2015. Il a informé des baisses substantielles notées. Ainsi, le prix de cession de kilogramme de semences écrémées est fixé à 140

F cfa contre 200 F cfa, soit une baisse de 60 F cfa. Concernant les semences certifiées, estimées à 24 000 tonnes, le prix proposé par

le gouvernement est de 150 F cfa contre 200 F l'an dernier, soit une baisse de 50 F. Pour ce qui est des engrais, voir le tableau ci-dessous.

Tableau des prix des intrants pour la campagne agricole 2014- 2015

Références	Prix sac de 50 kg en F cfa 2013 - 2014	Prix sac de 50 kg en F cfa 2014 - 2015	Différence en F cfa
6-20-10 Engrais arachide	6 250	6 100	150
15-15-5 Engrais maïs	9 000	8 425	575
15-10-10 Engrais mil	7 500	7 300	200
9-23-30 Engrais horticoles	10 000	9 570	430
DAP Pour riz	10 000	8 800	1 200
10-10-20 Engrais horticoles	10 000	8 300	1 700
Urée Toutes espèces	9 000	8 100	900